



PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT
DE HAUTE-NORMANDIE

Service Risques

Arrêté du – 7 MAI 2015

mettant en demeure la société ZODIAC AEROSPACE - 4, rue Lesage Maille BP22 – 76320 CAUDEBEC LES ELBEUF de régulariser la situation réglementaire de l'équipement sous pression dénommé « Batterie vapeur MENSCHNER » .

Le préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime
commandeur de la Légion d'honneur,

- Vu le livre V du code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-7, L. 171-8 et L. 557-4 ;
- Vu le décret n°99-1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression ;
- Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du président de la République du 17 janvier 2013 nommant M. Pierre-Henry MACCIONI préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression ;
- Vu l'arrêté n° 13-196 du 25 avril 2013 modifié portant délégation de signature à M. Éric MAIRE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'information faite le 24 février 2015 par l'organisme habilité ASAP sur la situation irrégulière d'un équipement sous pression découvert lors d'une intervention chez ZODIAC AEROSPACE ;
- Vu les constats relevés lors de la visite du 25 février 2015 par les inspecteurs de l'environnement et le rapport du 09 avril 2015.

- Considérant que ZODIAC AEROSPACE exploite un équipement sous pression (batterie vapeur Menschner) sans que celui-ci dispose d'attestations ou d'un marquage attestant sa conformité aux exigences essentielles de sécurité conformément à l'article L. 557-4 du code de l'environnement ;
- Considérant que lors de la visite en date du 25 février 2015, les inspecteurs de l'environnement ont constaté l'absence de marquage réglementaire sur l'équipement sous pression (batterie vapeur Menschner) ;
- Considérant que lors de la visite en date du 25 février 2015, la société ZODIAC AEROSPACE a indiqué avoir entamé des démarches afin de commander un nouvel équipement sous pression conforme aux exigences réglementaires en remplacement de l'équipement non conforme ;

- Considérant que lors de la visite en date du 25 février 2015, la société ZODIAC AEROSPACE a exprimé sa volonté de se mettre en conformité dans les meilleurs délais ;
- Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure la société ZODIAC AEROSPACE de régulariser la situation réglementaire de l'équipement sous pression (batterie vapeur Menschner) ;
- Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure la société ZODIAC AEROSPACE de respecter les dispositions de l'article L. 557-4.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1

La société ZODIAC AEROSPACE est mise en demeure de régulariser la situation réglementaire de l'équipement sous pression « Batterie vapeur Menschner » avant le 30 juin 2015.

Article 2

Dans le cas où les dispositions prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément aux articles L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

Article 3

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rouen, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié à la société ZODIAC AEROSPACE

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la préfecture
- maire de la commune de Caudec-Lès-Elbeuf
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ROUEN, le **- 7 MAI 2015**

Pour le préfet, et par délégation,
le secrétaire général,



Éric MAIRE